



DECLARATION DES ELUS
CGT EDUC'ACTION et SNUEP-FSU
CAPA PLP
Lundi 1er juillet 2019.



Nos deux organisations, la **CGT Educ'Action** et le **SNUEP-FSU** de Clermont, critiquent une nouvelle fois cette mise en place du PPCR. Il est illusoire de présenter celui-ci comme une réelle amélioration salariale des enseignants. En effet, l'avancement au mérite de quelques-uns ne compense pas la précarisation générale de nos métiers, le gel de notre point d'indice et la perte de 15% de notre pouvoir d'achat depuis 10 ans !

L'ensemble des mesures prises depuis l'arrivée au pouvoir du président Macron va ainsi dans le même sens : celui de privilégier les classes les plus aisées du pays. Aujourd'hui 5% des ménages les plus aisés ont capté 42% des gains liés aux réformes faites par ce gouvernement. Ce n'est pas la CGT ni la FSU qui le dit, mais l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

La **revendication salariale est donc au cœur de ce printemps des revendications**. Ce n'est pas le PPCR qui répondra aux attentes des personnels ! Ce n'est pas non plus la mise en place d'un grade discriminant comme la « *classe exceptionnelle* », renforçant le clientélisme et concernant 10% de nos collègues, qui revalorisera la vision de notre métier et notre pouvoir d'achat ! Plus que jamais nous réclamons un même avancement sur la base de l'ancienneté de service pour toutes et pour tous tout au long de notre carrière.

Des métiers précarisés qui aujourd'hui peinent à recruter et à susciter des vocations ! Mais est-ce bien là la volonté de notre gouvernement qui, malgré l'augmentation du nombre de nos élèves, promet une diminution drastique du nombre de fonctionnaires ?

Il paraît peu probable que des salaires dévalorisés, un métier précarisé, une

formation souvent anxiogène et épuisante permettent de susciter des vocations et de répondre à des besoins qu'on ne parvient déjà pas à satisfaire. On ne peut que se poser la question de la volonté de notre gouvernement de conserver un véritable service public d'éducation. Tout va aujourd'hui dans le même sens et c'est notre modèle social qui est atteint en plein cœur : c'est notre société, c'est notre hôpital, c'est notre université qui sont touchés par cette même précarisation, ce même arbitraire en gestation dans ce *PPCR* : plus que jamais l'Education Nationale n'est pas un îlot isolé !

Les élus certifiés CAPA.